

Inauguration du tribunal d'instance de Montbard
Jeudi 13 octobre 2011

Monsieur le Premier Président, Dominique Gaschard,

Monsieur le Procureur Général, Jean-Marie Beney,

Monsieur le président, Charles Jeauegy,

Mesdames, Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi de pouvoir honorer aujourd'hui une promesse faite à mon ami François Sauvadet lors de ma précédente visite dans la région en mai dernier. Nous inaugurons aujourd'hui les nouveaux locaux du tribunal d'instance de Montbard, c'est un moment important dans la vie d'une commune, d'autant plus unique que le tribunal d'instance de Montbard, né du regroupement des tribunaux d'instance de Semur en Auxois et de Châtillon sur Seine, est l'une des 7 juridictions créées dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire, dont on retient davantage les suppressions de juridiction que les créations !

La naissance de cette juridiction, au premier janvier 2010, s'est inscrite dans la dynamique de développement de votre ville. L'inauguration aujourd'hui de ces nouveaux locaux est à l'image de la modernisation de la justice que nous souhaitons pour notre pays, une modernisation dans son organisation et dans son maillage territorial, répondant aux évolutions de notre société, mais aussi une modernisation plus pratique, plus technique ; des locaux correctement aménagés, des conditions de travail satisfaisantes pour les magistrats et les fonctionnaires, des espaces d'accueil adaptés aux attentes et besoins de nos concitoyens. Je me réjouis donc de ce résultat, car je connais aussi l'investissement sans faille des magistrats et des fonctionnaires de greffe, auxquels nous devons offrir des conditions de travail à la hauteur de leurs missions. Votre enthousiasme, Monsieur le président du tribunal, madame la Directrice de greffe et mesdames les greffiers et fonctionnaires de greffe vous honore, et je vous en remercie.

Le ministère de la justice et des libertés s'est engagé pour que la juridiction de Montbard puisse être accessible au public et fonctionnelle pour les magistrats, greffiers et fonctionnaires. Le projet a été mené de main de maître par l'ensemble des acteurs locaux et de la Chancellerie, et je veux saluer la célérité avec laquelle ce projet a pu voir le jour. Bien sûr, l'investissement déployé par le ministère de la justice, qui s'est élevé à 1.15 millions d'euros, a permis d'acquérir dès 2009 ce beau bâtiment, et de conduire les transformations nécessaires pour accueillir les services et tenir les audiences du tribunal. Je veux remercier la commune pour avoir mis à disposition de la justice, pendant la durée des travaux, des locaux provisoires, garantissant ainsi la continuité du service public de la justice.

Les résultats que nous constatons à Montbard s'inscrivent dans le programme sans précédent pour l'immobilier de la justice conduit par le ministère de la justice et des libertés : rénovations, réhabilitations, acquisitions, constructions nouvelles, sur l'ensemble du territoire national, les lieux de justice se modernisent. Les opérations les plus importantes sont confiées à l'Agence pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) pour un investissement global de plus 1 milliard et demi d'euros. 375 millions d'euros ont par ailleurs déjà été consacrés aux 450 opérations immobilières accompagnant la réforme de la carte judiciaire. Des investissements à hauteur de 175 M€ permettront en 2012 d'achever les regroupements prévus dans le cadre de cette réforme et une enveloppe complémentaire de 190 M€ financera en 2012 des opérations de rénovation et de réhabilitation.

Rendre la justice accessible aux citoyens, favoriser la proximité des lieux de justice, sont autant d'objectifs que j'ai placé au cœur de mon action. Le tribunal de Montbard fait partie du réseau de ces lieux proches du citoyen développés par le ministère de la justice et des libertés, aux côtés d'autres structures : telles que les 1000 points d'accès au droit, les 130 maisons de justice et du droit, les 38 et bientôt 50 bureaux d'aide aux victimes qui permettent d'offrir à tous un soutien et un meilleur accès à l'information juridique.

C'est une politique dynamique d'accès à la justice et de modernisation de l'institution judiciaire que nous menons, cette inauguration en témoigne, et je m'en réjouis.